

OTC

Le gouvernement arménien fournira une aide financière à l'Artsakh

Le gouvernement arménien va allouer 13,5 milliards de drams (près de 25 millions d'Euros) à la République d'Artsakh afin de restaurer la situation d'après-guerre, de relancer la vie économique et de résoudre les problèmes sociaux de la population déplacée.

Le ministre des Finances Tigran Khachatryan a déclaré lors de la séance du Cabinet que cette allocation portera la somme des fonds donnés à l'Artsakh depuis 2020 à près de 120 milliards de drams.

Une somme de 1,3 milliard de drams de l'allocation sera fourni en tant que don et sera destinée au financement des dépenses de services publics de la population pour novembre 2021.

12,2 milliards de drams seront alloués sous forme de prêt interétatique dans le but de couvrir les salaires, les avantages sociaux, les pensions, les dépenses de santé, etc.

Erevan reste vague quant à la tenue d'un prochain sommet arméno-azéri

Le gouvernement arménien a envoyé le 27 octobre des signaux mitigés en réponse aux informations selon lesquelles les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan se réuniront à Moscou au début du mois prochain pour signer de nouveaux accords négociés par la Russie.

Le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan n'a pas explicitement exclu la possibilité d'un tel sommet. Mais il a nié qu'Erevan envisage de faire des concessions de grande envergure à Bakou.

« Tout d'abord, je tiens à dire qu'aucune réunion dans ce format n'est prévue pour le moment », a déclaré Mirzoyan au Parlement arménien. « Des propositions pour différentes réunions sous différents formats sont en cours de discussion. Vraisemblablement, un texte convenu pourrait être publié à la suite d'éventuelles réunions », a-t-il déclaré lors de la séance de questions-réponses du gouvernement à l'Assemblée nationale.

Certains médias russes et arméniens ont rapporté à la fin de la semaine dernière que le président russe Vladimir Poutine allait accueillir de nouvelles discussions entre le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev.

Citant des sources diplomatiques arméniennes anonymes, Aliqmedia.am a affirmé qu'Aliev et Pachinian signeraient deux accords prévoyant la démarcation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise et l'ouverture de liaisons de transport entre les deux États du Caucase du Sud. La publication a déclaré que l'un de ces

documents engagerait également Bakou et Erevan à reconnaître l'intégrité territoriale de l'autre.

« La signature de ces deux documents avec un tel contenu n'est certainement pas prévue », a déclaré Mirzoyan. Il a insisté sur le fait que l'administration de Pashinian ne signera aucun accord contredisant ses déclarations publiques sur le conflit du Haut-Karabakh.

Le 27 octobre, Hayastan et le bloc d'opposition J'ai l'honneur ont tenté en vain de faire adopter par le Parlement une déclaration indiquant que tout accord faisant référence au Karabakh en tant que territoire azerbaïdjanais est inacceptable pour l'Arménie et que seules les cartes de l'ère soviétique peuvent servir de base à la démarcation de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

La majorité parlementaire représentant le parti du contrat civil de Pashinian a bloqué l'adoption de la déclaration. Le chef du groupe parlementaire du Contrat civil, Hayk Kondjorian, a déclaré que la majorité s'opposait au document en raison de sa formulation « politique interne ».

3- Le Courrier d'Erevan

27/10/2021

<https://www.courrier.am/fr/societe/les-autorites-presentent-un-rapport-sur-l'avancement-des-travaux-de-reconstruction-apres-la>

Les autorités présentent un

rapport sur l'avancement des travaux de reconstruction après la guerre dans le Haut-Karabakh

Près de 900 bâtiments endommagés par les bombardements pendant la guerre d'automne ont été réparés à Stepanakert, et les travaux sont également en cours dans les districts d'Askeran, de Martakert et de Martuni, a déclaré le ministère du Développement urbain du Haut-Karabakh.

En avril, les habitants du Haut-Karabakh ont déposé des demandes d'indemnisation pour 6 943 appartements et maisons privées qui ont été complètement détruits ou endommagés lors des bombardements de l'automne 2020. Les autorités ont dénombré 24 maisons irrécupérables et 58 maisons gravement endommagées à Stepanakert et dans le district de Martuni. Le 26 juin, le ministère du Développement urbain du Haut-Karabakh a indiqué que des maisons destinées aux familles déplacées étaient en cours de construction à Stepanakert, ainsi que dans les districts d'Askeran, de Martuni et de Martakert. Le problème du logement des familles de toutes les personnes déplacées qui sont restées dans le Haut-Karabakh sera résolu dans les trois ans, ont assuré les autorités. Après la guerre, les familles avec des enfants ont dû se déplacer chez des proches, disent les réfugiés.

« La reconstruction des bâtiments détruits après le bombardement du côté de l'Azerbaïdjan pendant la guerre d'automne est effectuée par 195 entreprises de construction, les travaux sont menés à la fois avec les fonds budgétaires et l'argent des fondations et organisations de charité », a déclaré la secrétaire de presse du ministère du Développement urbain du Haut-Karabakh, Marta Danielyan.

Selon le ministère, plus de 6 500 structures ont été détruites dans le Haut-Karabakh – bâtiments résidentiels et maisons, installations publiques, institutions médicales et éducatives. *« La plupart des destructions ont été observées à Stepanakert – 4258 bâtiments, 560 bâtiments ont souffert dans la région d'Askeran, 497 objets – dans la région de Martakert, 1203 bâtiments – dans la*

région de Martuni », a informé Marta Danielyan, porte-parole du ministère. À Stepanakert, 892 bâtiments ont déjà été restaurés et 297 sont en cours de construction, a indiqué Mme Danielyan. Dans le district d'Askeran, 112 bâtiments ont été construits et 203 objets sont en construction, 90 bâtiments ont été restaurés dans le district de Martakert, 188 sont en construction, 256 ont été construits dans le district de Martuni, 296 objets sont en construction, a-t-elle précisé.

Les fonds de l'Association évangélique arménienne d'Amérique ont permis de réparer 16 maisons résidentielles dans le Haut-Karabakh. « À Stepanakert, nous avons restauré, partiellement reconstruit et réparé 10 maisons privées. Dans la ville de Martuni - six maisons. Nous poursuivrons notre travail en Artsakh », a déclaré Victor Karapetyan, un représentant de l'association.

Pendant la guerre, presque toutes les maisons et tous les bâtiments de la communauté d'Aygestan dans le district d'Askeran ont été endommagés, a déclaré Mher Vanesyan, chef de la communauté.

« Il y a jusqu'à 350 maisons privées et bâtiments publics dans l'Aygestan. Outre les bâtiments scolaires, publics et administratifs, l'incendie de la fusée a endommagé 85 % du parc immobilier. Les maisons durement touchées par les tirs directs de roquettes sont en cours de réparation grâce à des fonds budgétaires. Sept équipes de construction travaillent dans la communauté et 105 maisons sont en cours de réparation. Plus d'une douzaine de maisons ont déjà été entièrement réparées », a-t-il déclaré.

Selon lui, le bâtiment de l'école, de la maternelle, plusieurs points de vente et le bâtiment administratif ont été entièrement réparés.

Après la guerre, tous les villageois - jusqu'à 1 200 personnes - sont revenus au village, et 43 familles (soit plus de 100 réfugiés) ont été logées dans des maisons libres du village, a indiqué M. Vanesyan.

David Barseghyan, un habitant du village d'Aygestan, a déclaré que la moitié de sa maison avait été détruite par un obus. Des fonds d'État ont été utilisés pour reconstruire la maison, a-t-il dit.

Anush Sarumyan, une habitante de Stepanakert, a déclaré que les portes et les fenêtres de sa maison avaient été détruites lors du bombardement, mais que le

ministère du développement urbain avait fourni tous les matériaux et les ouvriers nécessaires pour réparer les dégâts au début de l'année.

Presque toutes les maisons privées de la rue M. Sparapet à Stepanakert ont été endommagées par des tirs de roquettes. Les toits de toutes les maisons ont été remplacés par de nouveaux, et de nouvelles portes et fenêtres ont été installées pour remplacer celles qui ont été brisées par les obus, ont déclaré des habitants.

Un habitant de cette rue, Seyran Sargsyan, a déclaré que les toits des maisons ont d'abord été remplacés, puis les fenêtres et les portes. Il a fait remarquer que les dégâts sont si importants dans leur rue que « les travaux ont commencé dès décembre dernier, et il ne reste plus que quelques maisons à réparer ».

Source : kavkaz-uzel.e

4- Les Nouvelles d'Arménie

29/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85376

La Maison d'édition de Saint Etchmiadzine a publié une carte sur les « Monuments religieux et historiques de l'Artsakh »

Avec la bénédiction de Sa Sainteté Karekin II, Patriarche suprême et Catholicos de tous les Arméniens, la Maison d'édition du Saint-Siège d'Etchmiadzine, en coopération avec la Maison d'édition « Collage » en Arménie, avec le financement de l'Union générale de bienfaisance arménienne (UGAB) , a publié en arménien, anglais et russe, une carte des monuments religieux et historiques de l'Artsakh.

Une très belle initiative à l'heure où ces monuments religieux et historiques sont soumis à la destruction par les Azéris dans la partie de l'Artsakh occupée depuis la guerre de 44 jours.

ARTSAKH HISTORICAL RELIGIOUS MONUMENTS



C'est la première tentative de la maison d'édition de la Mère-Siège de publier une

carte séparée, une initiative sans précédent en termes de densité de monastères et d'églises de cette carte très détaillée.

Les cartes montrent par des couleurs différentes les monastères et églises dans la zone occupée de l'Artsakh. Un document incontournable de témoignage et de base d'études futures. D'autant que dans la partie occupée par l'Azerbaïdjan, certains lieux de culte ou de patrimoine arménien sont voués à la destruction volontaire des autorités azéries et leur lente disparition, sous les yeux du monde devenu aveugle face à ces crimes culturels réalisés par Bakou...

Krikor Amirzayan

5- Nor Haratch Hebdo
29/10/2021

La normalisation des relations arméno-turques « discutées avec la Russie »

L'Arménie discute avec la Russie des moyens de normaliser ses relations avec la Turquie, a déclaré jeudi Armen Grigorian, secrétaire du Conseil de sécurité arménien.

« Nous avons déclaré à plusieurs reprises que nous étions prêts à commencer à discuter de la normalisation des relations avec la Turquie », a-t-il déclaré, lors d'une conférence de presse. « Nous discutons également de cela avec nos partenaires russes et de la façon dont nous pouvons faire avancer ce processus. »

« Je pense qu'il est préférable de commencer ce travail parce que la partie turque et nous avons souligné qu'il y a des signaux positifs et que nous pouvons commencer la normalisation des relations », a-t-il déclaré.

La Russie a exprimé son soutien à un rapprochement arméno-turc début septembre, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov déclarant que Moscou est « prête à y contribuer de la manière la plus active ». Lavrov a cité à cet égard les efforts de la médiation russe pour établir des liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan après la guerre de l'année dernière dans le Haut-Karabakh.

La Turquie a depuis continué à subordonner l'établissement de relations diplomatiques et l'ouverture de la frontière entre les deux pays à une résolution du conflit du Haut-Karabakh acceptable pour l'Azerbaïdjan.

« Si l'Arménie démontre une volonté sincère de normaliser ses relations avec l'Azerbaïdjan, il n'y aura aucun obstacle à la normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie », a déclaré le président turc Recep Tayyip Erdogan plus tôt cette semaine.

Il a pris la parole lors de l'inauguration d'un aéroport nouvellement construit à Fizouli, une ville au sud-est du Karabakh. Erdogan et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev ont également annoncé le début officiel des travaux d'une nouvelle autoroute menant à la province de Sunik, dans le sud-est de l'Arménie.

Aliyev a affirmé que la route fera partie d'un "corridor" qui reliera l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan via le Sunik et « unira ainsi le monde turc ». « L'Azerbaïdjan et la Turquie prennent des mesures concrètes dans cette direction », a-t-il déclaré.

Erevan soutient qu'un accord de cessez-le-feu négocié par la Russie qui a mis fin à la guerre du Karabakh en novembre dernier prévoit des liaisons de transport

entre les deux États du Caucase du Sud, plutôt que des « couloirs » permanents.

« Aucun problème relatif à la logique du corridor n'est discuté », a insisté Grigorian. Il a également noté qu'Erdogan n'avait pas explicitement fait écho aux demandes d'Aliiev pour le « corridor du Zanguézour » lors de son dernier voyage en Azerbaïdjan.

Erdogan a mentionné le corridor le mois dernier lorsqu'il a affirmé que le Premier ministre arménien Nikol Pachinian avait proposé de le rencontrer et de discuter des relations bilatérales. Plus tôt en septembre, le dirigeant turc a également cité les demandes de l'Azerbaïdjan pour une reconnaissance arménienne de la souveraineté azerbaïdjanaise sur le Haut-Karabakh.

6- Les Nouvelles d'Arménie

28/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85359

Mevlut Cavusoglu affirme que la Turquie va consulter l'Azerbaïdjan pour la normalisation des relations arméno-turques

Dans une interview accordée à CNN Türk, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu a évoqué la question de la normalisation des relations avec l'Arménie, affirmant qu'Ankara consultait Bakou sur les questions liées à ce rapprochement a indiqué Interfax Azerbaïdjan.

Selon cette source, le ministre turc des Affaires étrangères a déclaré à CNN Türk que la partie turque avait discuté de la question avec le ministre azéri des Affaires étrangères Djeyhun Bayramov lors de la visite du président turc Erdogan à Fizuli

(Artsakh occupée).

« *Nous consultons l'Azerbaïdjan dans ce dossier. Dans le même temps, des signaux positifs sont venus d'Arménie. Nous avons, à notre tour, déclaré que nous répondrons aux mesures positives de l'Arménie, mais nous discutons également des mesures que nous pouvons prendre avec l'Azerbaïdjan* » a déclaré le chef de la diplomatie de Turquie.

Mevlut Cavusoglu a fait une déclaration similaire lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue azéri le 27 septembre... à l'anniversaire de l'agression turco-azérie sur l'Artsakh.

Depuis août, Erevan et Ankara ont échangé à plusieurs reprises des signaux positifs sur la normalisation des relations bilatérales, mais aucune mesure concrète n'a été prise dans ce sens, malgré les déclarations publiques du Premier ministre Nikol Pachinian et du président turc Recep Tayyip Erdogan. Le 19 septembre, le président turc a annoncé que le Premier ministre géorgien lui avait transmis la proposition du Premier ministre arménien Nikol Pachinian sur la réunion, mais le porte-parole du Premier ministre arménien a répondu que le Premier ministre pensait que des réunions de haut niveau devraient être précédés de discussions de travail. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

7- Nor Haratch Hebdo

29/10/2021

Nouvelle visite du général Sergueï Istrakov en Arménie

Un haut général de l'armée russe a rencontré jeudi le Premier ministre Nikol Pachinian alors qu'il visitait l'Arménie pour la troisième fois en neuf mois.

Un communiqué du gouvernement arménien a déclaré que Pachinian et le colonel-général Sergueï Istrakov, chef adjoint de l'état-major général de l'armée russe, ont discuté de la « coopération militaro-technique » russo-arménienne, un

terme officiel qui se rapporte souvent aux fournitures d'armes.

Ils ont également « échangé des réflexions sur la situation militaro-politique actuelle dans la région », a-t-il ajouté sans plus de précisions.

Des photographies publiées par le bureau de presse du gouvernement ont montré que le ministre de la Défense, Archak Karapetian, était également présent à la réunion. Le ministère arménien de la Défense n'a pas rendu compte jeudi d'entretiens séparés entre Istrakov et Karapetian ou d'autres responsables militaires arméniens.

Istrakov s'est déjà rendu à Erevan en janvier et juillet de cette année à la tête des délégations militaires russes qui ont tenu des « négociations d'état-major » avec les hauts gradés de l'armée arménienne.

L'Arménie a décidé d'approfondir ses liens militaires étroits avec la Russie peu après la fin de la guerre de six semaines dans le Haut-Karabakh par un cessez-le-feu négocié par la Russie en novembre dernier. Moscou a depuis déployé des troupes dans la province arménienne de Sunik, à la frontière des districts au sud-ouest du Karabakh repris par l'Azerbaïdjan pendant et après les hostilités.

Lors d'une rencontre avec Karapetian à Moscou en août, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a déclaré que Moscou continuerait d'aider Erevan à réformer, réarmer et moderniser les forces armées arméniennes.

« Nous pouvons considérer que le processus de livraison d'armes à l'Arménie a commencé », a déclaré le ministre russe de la Défense.

Selon le ministère arménien de la Défense, les deux ministres ont conclu « un certain nombre d'accords importants concernant les programmes de coopération à venir ».

8- Les Nouvelles d'Arménie

28/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85315

Un voyage historique en Arabie Saoudite

Le président Armen Sarkissian a assisté à une conférence internationale à Riyad et s'est entretenu avec le dirigeant de facto de l'Arabie saoudite, le prince héritier Mohammed bin Salman, mardi 26 octobre, lors de ce qu'il a qualifié de visite historique dans le royaume qui n'a pas de relations diplomatiques avec l'Arménie.

« En l'absence de relations diplomatiques entre l'Arménie et l'Arabie saoudite depuis l'indépendance de l'Arménie, alors qu'aucun responsable arménien ne s'était jamais rendu dans ce pays, le président arménien a franchi une étape historique en se rendant pour la première fois dans un pays au rôle et à l'importance uniques dans le monde arabe et islamique », a déclaré le service de presse de M. Sarkissian dans un communiqué publié tard dans la nuit.

Il a souligné le fait que M. Sarkissian a été accueilli à l'aéroport de Riyad « au plus haut niveau de l'État » par le ministre d'État saoudien aux affaires étrangères, Adel al-Jubeir.

« Conformément au protocole officiel, le drapeau national de la République d'Arménie a été hissé à l'aéroport », ajoute le communiqué.

M. Sarkissian était assis à côté du prince héritier Mohammed lors de la cérémonie d'ouverture du forum Future Investment Initiative, qui s'est tenu plus tard dans la journée et auquel participaient également d'autres dirigeants étrangers. Le bureau de presse présidentiel a rapporté mercredi que les deux hommes se sont entretenus pendant l'événement.

« Le président arménien et le prince héritier d'Arabie saoudite ont parlé de la nécessité de développer les relations entre les deux pays et de leur avenir », a-t-il indiqué. « Il a été noté que les riches liens historiques entre les deux peuples constituent une bonne base pour construire les futures relations interétatiques. »

Il n'a pas été précisé si le président, qui a des pouvoirs essentiellement cérémoniels, a discuté avec le prince héritier Mohammed ou d'autres responsables saoudiens de la possibilité d'établir des relations diplomatiques entre les deux États.

À l'instar de la Turquie et du Pakistan, l'Arabie saoudite refuse depuis des décennies d'établir de telles relations en raison du conflit qui oppose l'Arménie chrétienne à l'Azerbaïdjan musulman au sujet du Nagorny-Karabakh.

Ce conflit non résolu n'a pas empêché l'Arménie de développer des liens avec d'autres monarchies arabes du Golfe, notamment les Émirats arabes unis et le Koweït. Ces deux nations ont des ambassades à Erevan. Par ailleurs, les gouvernements arméniens successifs ont entretenu des liens étroits avec l'Iran, principal rival régional de l'Arabie saoudite.

Les relations du royaume riche en pétrole avec la Turquie se sont considérablement détériorées il y a plusieurs années et restent tendues. Le prince héritier saoudien s'est entretenu mardi à Riyad avec le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, un autre pays en désaccord avec Ankara ..

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

9- Les Nouvelles d'Arménie

29/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85386

Nikol Pachinian a reçu aujourd'hui le Patriarche Catholique arménien de la Maison de Cilicie, Raphaël Bedros Minassian



Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a reçu aujourd'hui 29 octobre, le Patriarche Catholique arménien de la Maison de Cilicie, Raphaël Bedros Minassian. Le responsable de l'Eglise catholique arménienne avait été également reçu par Alen Simonyan le Président du Parlement arménien. Le Premier ministre arménien a félicité Raphaël Bedros Minassian pour son élection et intronisation à la tête de l'Eglise catholique arménienne.

Nikol Pachinian et le Patriarche Catholique arménien de la Maison de Cilicie, Raphaël Bedros Minassian ont discuté des relations Arménie-Artsakh-Diaspora ainsi que le renforcement de l'Etat arménien avec le rôle important de l'Eglise. *« Je suis très heureux qu'au cours des dix dernières années vous avez réalisé une importante mission en Arménie (...) vous connaissez ainsi très bien les problèmes qui se posent à l'Arménie (...) je suis certain que notre future coopération sera plus productive »* dit Nikol Pachinian.

Krikor Amirzayan

<https://www.vaticannews.va/fr/vatican/news/2021-10/saint-siege-inauguration-nonciature-apostolique-erevan-armenie.html>

Arménie: un nouveau siège pour la nonciature apostolique à Erevan

La nouvelle résidence sera inaugurée ce mercredi 27 octobre. Elle ne remplace pas le siège officiel de Tbilissi, en Géorgie, mais constitue un emplacement temporaire en vue d'un emplacement plus important pour soutenir les multiples engagements de la mission du Saint-Siège et de l'Église catholique dans le pays.

Salvatore Cernuzio - Cité du Vatican

Alors que l'on célèbre les 30 ans de relations diplomatiques bilatérales entre le Saint-Siège et la République d'Arménie, un nouveau bureau de la nonciature apostolique de Géorgie et d'Arménie ouvrira ce mercredi sur l'avenue du Nord dans la capitale Erevan. L'inauguration de ce siège - qui ne remplace pas la résidence officielle à Tbilissi, en Géorgie - aura lieu en présence du substitut de la Secrétairerie d'État, Mgr Edgar Peña Parra.

L'ouverture du bureau d'Erevan représente un emplacement temporaire en vue d'un logement plus grand, afin de disposer d'un espace suffisant pour soutenir les multiples engagements de la mission du Saint-Siège et de l'Église catholique en République d'Arménie. Pour le Saint-Siège, il s'agit d'une nouvelle occasion d'envisager «*la construction d'une relation prospère au bénéfice de tous les Arméniens*».

Aux sources du christianisme

La nonciature apostolique d'Arménie a été établie le 24 mai 1992 par la lettre apostolique *Armeniam Nationem* de saint Jean-Paul II, qui a ensuite visité le pays en septembre 2001. Les relations entre l'Église de Rome et l'Arménie remontent aux origines mêmes du christianisme, lorsque la foi chrétienne s'est répandue de Jérusalem au «monde connu», où les rencontres et les échanges commerciaux et culturels entre les peuples ont été l'occasion de questions touchant au sens de

l'existence.

Au fil des siècles, cette relation ancienne et prolifique entre l'Arménie et le Saint-Siège n'a cessé de se renforcer. Les relations diplomatiques officielles modernes ont débuté le 23 mai 1992, lorsque la République d'Arménie a obtenu son indépendance. Depuis lors, le Saint-Siège n'a cessé de maintenir des représentants diplomatiques pour favoriser ces relations, ainsi que d'autres initiatives et canaux de diverses institutions catholiques. Le premier nonce apostolique nommé en Arménie était un Français, Mgr Jean-Paul Aimé Gobel (1993-1997). Le représentant actuel du pape est depuis 2018 est un Luso-Canadien, Mgr José A. Bettencourt.

La présence de religieux

Au fil des ans, les relations entre le Saint-Siège et l'Arménie se sont également concrétisées par le travail et la présence de la Congrégation des Mekhitaristes, des Sœurs arméniennes de l'Immaculée Conception, du clergé de l'Ordinariat des catholiques de rite arménien d'Europe orientale, des Sœurs de la Charité de Mère Teresa à Spitak et Erevan, des Pères camilliens de l'hôpital "Redemptoris Mater" d'Ashotzk, construit après le tremblement de terre de 1988, et de la Caritas arménienne. Ce ne sont là que quelques-unes des réalités catholiques les plus connues qui font appel aux ressources et au soutien de l'Église toute entière. Elles ont également apporté un soutien précieux à la mission des nonces dans le pays, qui ont aussi pu compter sur les archevêques arméniens catholiques qui se sont succédé au sein de l'Ordinariat.

En 2019, lors de sa visite en Arménie, Mgr Paul Richard Gallagher, secrétaire pour les relations avec les États, avait déclaré: *«L'intention de toutes les communautés catholiques présentes en Arménie - arméniennes, romaines et celles d'autres rites - est de travailler au bien-être de la société arménienne dans son ensemble»*. Les communautés réalisent cela *«à travers leurs activités dans les domaines spirituel, culturel, éducatif, caritatif et humanitaire»*, avait-il aussi constaté.

La visite du Pape François en 2016

Le Pape François s'est rendu en Arménie du 24 au 26 juin 2016. [Rencontrant à cette occasion les autorités civiles et les membres du corps diplomatique](#), le

Souverain Pontife avait rappelé l'histoire du pays, marquée par le Metz Yeghern (le Grand Mal), et allant «*de pair avec son identité chrétienne, gardée au fil des siècles*». Cette identité chrétienne, avait expliqué le Saint-Père, «*loin de faire obstacle à la saine laïcité de l'État, l'exige plutôt et l'alimente, en favorisant la citoyenneté participative de tous les membres de la société, la liberté religieuse et le respect des minorités. La cohésion de tous les Arméniens et l'engagement accru afin de déterminer les voies utiles pour surmonter les tensions avec certains pays voisins rendront plus facile la réalisation de ces importants objectifs, en inaugurant pour l'Arménie une époque de vraie renaissance*», avait-il également rappelé.

11- Nor Haratch Hebdo

28/10/2021

Une commission va enquêter sur les fonds collectés par le Fonds « Hayastan »

L'Assemblée nationale a approuvé le 27 octobre une initiative de l'opposition visant à lancer une enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds collectés par le Fonds pan-arménien « Hayastan » pour le Haut-Karabakh pendant la guerre de l'année dernière avec l'Azerbaïdjan.

Le Fonds pan-arménien « Hayastan » a lancé une campagne internationale de collecte de fonds immédiatement après le déclenchement de la guerre le 27 septembre 2020. Des centaines de milliers d'Arméniens du monde entier ont répondu à son appel pour une aide urgente au Karabakh, faisant un don d'environ 170 millions de dollars en quelques semaines.

L'association caritative basée à Erevan a redirigé plus de 100 millions de dollars de ces recettes vers le gouvernement arménien. Le ministère arménien des Finances a déclaré que la somme financerait les « dépenses d'infrastructure, sociales et de santé » du gouvernement, rendues nécessaires par la guerre de six semaines.

Le président Armen Sarkissian et les dirigeants de l'opposition arménienne ont critiqué la donation, affirmant qu'il sape la confiance des donateurs envers « Hayastan ». Sarkissian a déclaré en décembre que le gouvernement devrait envisager de redéfinir la lourde contribution en tant que « prêt » et éventuellement de rembourser le fonds.

Le Premier ministre Nikol Pachinian a défendu le don, affirmant qu'il était utilisé à des fins définies par les statuts de « Hayastan ». Il a également suggéré que les législateurs enquêtent sur la donation.

Plus tôt ce mois-ci, les deux groupes d'opposition représentés au Parlement arménien ont exigé la création d'une commission ad hoc chargée de l'examen. La majorité progouvernementale du Parlement a donné son feu vert à l'enquête.

La commission sera dirigée par Artsvik Minassian du bloc Hayastan et comprendra dix autres députés qui seront nommés par les forces parlementaires. Minassian a promis une sonde objective.

« Notre tâche principale est de déterminer s'il y a eu des abus et des illégalités, et si c'est le cas, demander des comptes aux coupables, récupérer des fonds et, surtout, restaurer la confiance du peuple arménien dans cet instrument important pour l'Arménie et l'Artsakh », a-t-il déclaré.

Le président Sarkissian, qui dirige le conseil d'administration de « Hayastan », a également exigé un audit international des activités du fonds. Selon le directeur exécutif du fonds, Haykak Arshamian, les résultats de l'audit seront présentés aux membres du conseil d'administration le mois prochain.

« Hayastan » a mis en oeuvre pour 400 millions de dollars de divers projets d'infrastructure au Karabakh et en Arménie depuis sa création en 1992.

12- Les Nouvelles d'Arménie

30/10/2021

Hampig Sassounian, le plus ancien prisonnier politique arménien détenu aux Etats-Unis libéré se trouve en Arménie



Dans un message adressé hier soir au peuple arménien, Hampig Sassounian a annoncé qu'il avait été libéré et se trouvait en Arménie. Rappelons que Hampig Sassounian était soupçonné du meurtre en 1982 du consul de Turquie Kemal Arikian à Los Angeles.

Hampig Sassounian dans un message, écrit « *Cher compatriotes, avec une grande joie je vous écrit depuis l'Arménie. Après près de 40 ans j'ai l'honneur d'être sur le sol de l'Arménie, de boire l'eau d'Arménie et de respirer son air je me sens dans un environnement familial. Les soutiens que vous avez montrés depuis des années m'ont toujours encouragé et m'ont aidé durant mes journées difficiles. Je voudrais vous exprimer ma profonde gratitude pour tous vos mots qui me furent adressés, les visites et le fait que vous m'avez gardé dans vos cœurs. Finalement je suis à la maison* ».

Krikor Amirzayan

28/10/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85367

Pachinian exclut un reconfinement

En dépit d'une hausse constante depuis plusieurs semaines, des chiffres des contaminations par le covid-19, le premier ministre arménien Nikol Pachinian a clairement exclu jeudi 28 octobre que son gouvernement puisse procéder à un nouveau confinement de la population arménienne. Pachinian a indiqué que le gouvernement préférerait miser sur une accélération du cours de sa campagne de vaccination, qui ne parvient pas à décoller, malgré des mesures contraignantes en ce sens, ainsi que sur l'extension de l'obligation du port du masque dans le pays. "Notre stratégie est la suivante : nous pensons que nous ne devons pas opter pour des confinements et qu'il nous faut œuvrer dans deux [autres] directions", a ainsi déclaré Pachinian lors de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres à Erevan. Cette mise au point intervenait à l'issue de l'état des lieux de la situation sanitaire dressé par le ministère arménien de la santé selon lequel 2 307 infections et 49 décès dus au coronavirus avaient été enregistrés au cours des dernières vingt-quatre heures. S'exprimant lors de la réunion ministérielle, la ministre de la santé Anahit Avanesian avait précisé la totalité des quelque 3 000 lits dévolus aux malades du COVID-19 dans 27 hôpitaux du pays étaient désormais occupés. Quelque 1 400 des patients qui y sont actuellement traités seraient dans une situation sérieuse ou critique, avait-elle ajouté. Lundi, le gouvernement avait ordonné aux universités arméniennes de revenir au système des cours à distance, en ligne et de prolonger les vacances scolaires jusqu'au 7 novembre en vue d'endiguer cette nouvelle vague de l'épidémie. A.Avanesian a indiqué qu'il était envisagé de retarder d'une semaine supplémentaire la reprise des cours. "La situation épidémiologique en Arménie est extrêmement tendue", a insisté de son côté Pachinian, en ajoutant que les Arméniens devraient bientôt se voir contraints de porter des masques non seulement dans les lieux fermés, mais aussi dans les rues et dans l'espace public. Le port du masque, si tant est qu'il ait vraiment été respecté par la population arménienne, a été pour ainsi dire oublié,

la guerre du Karabagh de l'automne dernier et ses conséquences désastreuses pour le pays lui conférant un caractère quasi anecdotique, en dépit de regain épidémiologique, et ce, même dans les bus bondés, où les passagers ne se sentent pas tenus de porter le masque. Au point que les autorités avaient renoncé, il y a un an déjà, à appliquer les amendes prévues pour le non port du masque. Pachinian a indiqué que le gouvernement allait déployer tous ses efforts pour "développer le volume des vaccinations". La campagne s'est sensiblement intensifiée depuis le mois dernier après que les autorités eurent incité les employés des secteurs public et privé à se faire vacciner en les obligeant sinon à en passer par des tests de dépistage du coronavirus deux fois par mois, à leurs frais. Pourtant, l'Arménie reste le pays de la région qui affiche la plus faible couverture vaccinale. Selon les chiffres du ministère de la santé, 466 785 d'habitants seulement, sur les quelque 3 millions que compte l'Arménie, avaient reçu au moins une dose de vaccin et environ 210 250 étaient entièrement vaccinés à la date du 14 octobre.

par [Garo Ulubeyan](#)

14- 20 Minutes

29/10/2021

Pass sanitaire : Le Royaume-Uni et l'Arménie désormais intégrés au système de l'UE

PANDÉMIE Il suffira désormais de montrer son QR code pour voyager vers ou depuis ces pays

Dès ce vendredi, il sera possible de montrer le QR code de son [pass sanitaire](#) pour se rendre au [Royaume-Uni](#). La mesure visant à fluidifier les contrôles s'applique également pour l'Arménie, rapporte [Capital](#).

Cela fait suite à l'adoption par la Commission européenne de plusieurs décisions attestant que les pass sanitaires des deux pays sont équivalents à celui délivré

dans [l'UE](#). Ce certificat [Covid](#) « permet de voyager de façon plus sûre », a déclaré Didier Reynders, commissaire chargé de la justice. « Il est désormais la principale norme mondiale : 45 pays sur quatre continents sont connectés au système. »

L'attestation papier aussi valable

Selon le commissaire, d'autres pays suivront dans les semaines et les mois à venir. Au total, 18 pays extérieurs à l'UE se sont déjà connectés à ce système numérique. Parmi eux : l'Albanie, l'Andorre, les Féroé, l'Islande, Israël, le Liechtenstein, la Macédoine du Nord ou encore la Suisse.

Cela veut donc dire que les voyageurs français pourront se rendre au Royaume-Uni ou en [Arménie](#) en montrant le QR code attestant de leur vaccination, d'un test négatif ou d'un rétablissement au [coronavirus](#). Le format papier de l'attestation, portant aussi le code, marchera aussi. Cette mesure fonctionne dans l'autre sens, pour les voyageurs venant du Royaume-Uni ou d'Arménie se rendant dans un pays de l'UE.

15- Les Nouvelles d'Arménie

29/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=85365

Douze prêtres condamnent le contrat illégal du patriarche Nourhan [de Jérusalem]

Douze membres de la Confrérie des Saints Jacques ont publié le 27 octobre un communiqué condamnant la décision du Patriarche Nourhan Manougian, du Père Baret Yeretsian et de l'Archevêque Sevan Gharibian d'accorder un bail de 99 ans à un homme d'affaires australien pour construire un hôtel à Goveroun Bardez. Ce terrain stratégique situé sur le mont Sion, qui fait partie du quartier arménien depuis le 14^e siècle, est adjacent au séminaire et à la résidence du Patriarcat. Sa perte serait un coup dur pour les 1 600 ans de présence arménienne dans la Ville

sainte. Dans l'annonce, les ecclésiastiques ont demandé au patriarche de retirer sa signature du contrat.

Les douze ecclésiastiques ont fait preuve d'un courage remarquable, d'une intégrité et d'un amour constant pour le Patriarcat arménien, l'Église arménienne et la nation arménienne en rendant publique leur opposition à ce projet néfaste. Selon la constitution de la Fraternité Saint-Jacques, seule la Fraternité peut décider des transactions immobilières à long terme. De plus, le père Yeretsian, responsable de la transaction, ne peut pas signer un tel document car, en tant que directeur du département immobilier du Patriarcat, il serait en conflit d'intérêts.

Dans les jours et semaines à venir, les douze courageux ecclésiastiques auront besoin du soutien des Arméniens du monde entier pour résister aux pressions attendues de la part du patriarche Nourhan et de son conseiller... l'impresario immobilier Yeretsian. Il n'est pas exagéré de dire que les douze ecclésiastiques ont mis leur carrière en jeu pour empêcher la réalisation de cette transaction illégale.

Le roi de Jordanie Abdullah, Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, la République d'Arménie et le Catholikos d'Echmiadzin devraient prendre des mesures immédiates pour forcer le Patriarche Nourhan et le Père Yeretsian à retirer leurs signatures de l'accord Goveroun Bardez. Les Arméniens du monde entier devraient écrire au roi de Jordanie et à M. Abbas et les exhorter à utiliser leurs bureaux pour obliger les deux ecclésiastiques dévoyés à rejeter l'accord immobilier.

Idéalement, le patriarche Nourhan et le père Yeretsian devraient démissionner et quitter Jérusalem au plus tôt. Tous deux, selon les rapports locaux, ont la citoyenneté américaine. L'archevêque Sevan Gharibian est trop âgé pour s'installer ailleurs.

Par Keghart Correspondant à Jérusalem

COMMUNIQUÉ

Par cette correspondance, nous, soussignés, membres de la Fraternité Saint-Jacques de Jérusalem, rendons public notre désaccord avec la transaction visant à

construire un hôtel « Seven Star » dans le « Goveroun Bardez » qui a été signée le 8 juillet 2021 par le Patriarche arménien de Jérusalem, l'Archevêque Nourhan Manougian, le Grand Sacristain, l'Archevêque Sevan Gharibian, et le Directeur du Département Immobilier, le Très Révérend Père Baret Yeretsian.

L'accord « Goveroun Bardez » a été signé sans avoir été discuté et ratifié par le Saint Synode et l'Assemblée générale de la Fraternité. Ceci est inconstitutionnel car il ignore l'article 67 des « Bylaws », qui place toutes les décisions immobilières sous la juridiction du Saint Synode. L'accord ne tient pas compte non plus de la ratification de l'Assemblée générale unifiée qui a voté trois fois (2002, 2006 et 2015) que « les accords couvrant une période de un à vingt-cinq ans doivent être ratifiés par le Saint Synode et les accords de vingt-cinq à quarante-neuf ans doivent être présentés par le Saint Synode à l'Assemblée générale pour ratification. »

En outre, selon l'article adopté en 2015, « les accords couvrant une période d'un à vingt-cinq ans doivent être signés par un minimum de trois personnes : Sa Béatitude le patriarche (en cas de vacance du Saint-Siège, le vicaire patriarcal ou le vice-patriarche), le Grand Sacristain, le président du Saint-Synode et par le directeur du département immobilier, tandis que de vingt-cinq ans à quarante-neuf ans maximum, les accords immobiliers doivent être signés par un minimum de trois personnes : Sa Béatitude le Patriarche (en cas de vacance du Saint-Siège, par le Vicaire patriarcal ou le Vice Patriarche), le Grand Sacristain, le Président de l'Assemblée générale ainsi que le Président du Saint-Synode. Les signatures du Patriarche (ou du Vicaire Patriarcal), du Président de l'Assemblée Générale sont contraignantes et obligatoires. »

L'accord sur le « Goveroun Bardez » a été signé non seulement par le Patriarche et le Grand Sacristain, mais aussi par le directeur du département immobilier, ce qui est contraire à l'article ci-dessus. Le directeur du département immobilier n'est jamais autorisé à signer des contrats de vingt-six à quarante-neuf ans, et encore moins un contrat de 99 ans.

Après avoir signé l'accord susmentionné, le directeur du département immobilier, le très révérend père Baret Yeretsian, à l'insu du patriarche, a publié plusieurs déclarations sur la page Facebook du Patriarcat dans lesquelles il affirmait que le Saint-Synode et l'Assemblée générale avaient donné leur consentement et leur bénédiction à la transaction.

Par cette correspondance, nous souhaitons vous informer que ces déclarations n'ont aucun fondement. Ni le Saint-Synode ni l'Assemblée générale n'ont entendu parler de cette transaction (« Goveroun Bardez »). Les deux organes suprêmes du Saint-Siège, le Saint-Synode et l'Assemblée générale, n'ont jamais discuté ni donné leur consentement ou leur bénédiction à la signature de l'accord susmentionné.

La construction d'un hôtel à proximité du monastère, du Patriarcat et du Séminaire théologique créera également d'immenses inconvénients et perturbera la vie normale, les activités et la paix du Patriarcat et du Séminaire, compromettant grandement l'accomplissement de notre mission à l'avenir.

En conclusion, nous voudrions souligner que le Saint-Siège de Jérusalem est un bien pan-arménien, et qu'il a fait l'objet de l'attention et des soins de tous les Arméniens depuis de nombreux siècles. Les sacrifices désintéressés du clergé du Saint-Siège, ainsi que ceux de l'ensemble du peuple arménien (avec leur soutien moral et financier), contribuent à son existence et à sa préservation. Par conséquent, ce patrimoine sacré doit être traité avec le plus grand soin et la plus grande responsabilité, en respectant toujours la charte du Saint-Siège afin de ne pas compromettre son parcours séculaire et de le transmettre aux générations futures.

par [Ara Toranian](#)

16- Le Méridional

29/10/2021

<https://michelonfray.com/archives/michel-onfray-au-meridional-pourquoi-je-defend>

Michel Onfray au Méridional : "Pourquoi je défends l'Arménie"

Le Méridional: Michel Onfray, pourquoi êtes-vous si attaché à l'Arménie et à son peuple?

Michel Onfray: Parce que c'est, comme je le dis souvent, un grand petit peuple

qui a vécu un effroyable génocide et n'en a jamais fait un destin. C'est aussi parce que ce passé n'est pas seulement un passé mais également un présent: ce que l'Azerbaïdjan a récemment infligé à l'Arménie avec l'aide des Turcs est ni plus ni moins la suite à bas bruit de ce génocide qui continue... C'est enfin parce que ce qui advient dans cette région du monde annonce ce qui va se passer sur le terrain eurasiatique : le désir qu'a Erdogan de reconstituer l'Empire ottoman annonce clairement la venue d'un impérialisme musulman. L'Arménie est le premier temps de cette reconstruction impérialiste ottomane.

L.M : Vous avez intitulé le documentaire tiré de votre voyage là-bas «Arménie, un choc des civilisations». Le terme lui-même est-il une «expression-choc»?

M.O: Non, c'est une thèse réaliste et pragmatique que les tenants de la mondialisation libérale n'aiment pas parce qu'ils lui préfèrent la thèse idéologique et utopique de Francis Fukuyama qui affirmait qu'après l'effondrement du bloc marxiste, le libéralisme allait triompher de façon planétaire. Les tenants de cette utopie veulent transformer la planète en vaste supermarché. Ce qui suppose un effacement des pays, des peuples, des cultures et des civilisations au profit d'un monde de la chosification des êtres, des âmes, des cœurs et des corps. Le projet de reconstruire un empire ottoman, celui de Poutine qui veut reconstituer une grande Russie, celui des Chinois qui veulent redevenir l'Empire du milieu (sous-entendu du milieu du monde), celui de l'Iran chiite, témoignent que Fukuyama avait tort et Huntington raison. Nous inscrivons nos pas dans ceux de l'auteur du Choc des civilisations.

L.M: Que penser de l'indifférence des Européens face à ce qui se déroule là-bas?

M.O: Les dirigeants européens sont les acteurs de cette mondialisation libérale. Ils veulent une Europe vassalisée par les États-Unis qui aspirent à transformer le monde en vaste supermarché. La disparition de l'Arménie ne leur pose aucun problème. Au contraire car ce pays qui témoigne par définition des racines chrétiennes de l'Occident mérite selon eux de disparaître. Tout ce qui efface le judéo-christianisme est bon pour eux. Voilà pourquoi ils favorisent la montée de l'Islam qui travaille au même projet qu'eux: en finir avec l'Europe judéo-chrétienne qui dispose encore trop d'esprits critiques et libres. Les uns feront de l'Europe un supermarché dans lequel les autres consommeront des produits hallal

- burkini Nike, voile Prada, boucherie Carrefour, etc. Il n'y aura plus de livres dans les supermarchés qu'auront remplacés les espaces médias dans lesquels les best-sellers et eux seuls côtoient déjà l'électroménager.

L.M: Que peut attendre l'Arménie de la France?

M.O: De la France, hélas, rien tant que le pays restera dans cette Europe pour laquelle la communauté turque, qui s'avère sécessionniste d'un point de vue civilisationnel, est bien plus menaçante que la communauté arménienne qui ne l'est pas du tout tant elle est magnifiquement intégrée. Et puis soyons cyniques: la France dit et pense de l'Arménie ce que Staline pensait et disait du Vatican : «Combien de divisions?». L'Arménie ne menace personne car elle n'en a pas les moyens: ni par son armée, ni par son sous-sol, ni par sa position qui n'est pas stratégique dans la configuration actuelle des conflits. Israël a choisi de soutenir la Turquie et l'Azerbaïdjan afin d'obtenir de ce dernier pays qu'il soit une base arrière en cas de conflit avec l'Iran. La géopolitique est une affaire cynique d'intérêts. La pauvre Arménie n'a rien à vendre sinon sa grandeur d'âme, une vertu dont tout le monde se moque désormais.

L.M: Comment allez-vous continuer de mettre en lumière le drame qui se joue en Arménie?

M.O: En faisant un deuxième film qui documentera le vandalisme turco-azéri, autrement dit néo-ottoman. Car actuellement, en Arménie, les églises sont détruites, ravagées, les stèles martelées, les cimetières dévastés, la population terrorisée et l'Histoire défigurée et réécrite...

17- RFI

27/10/2021

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/d%C3%A9bat-du-jour/-20211027-turquie-%C3%A0-quoi-joue-recep-tayyip-erdogan>

Turquie: à quoi joue Recep Tayyip Erdogan?

Que s'est-il passé dans la tête d'Erdogan ? Pourquoi un tel coup de sang ? Pour finalement faire marche arrière. Le président turc était prêt à engager son pays

dans un bras de fer inédit avec l'Occident. Recep Tayyip Erdogan a finalement renoncé à son projet d'expulser dix ambassadeurs occidentaux, dont les États-Unis, la France et l'Allemagne. Que révèle cet épisode ? Dans un pays, la Turquie en proie à de graves difficultés économiques. Recep Tayyip Erdogan sort-il grandi ? Isolé ? Renforcé auprès de ces électeurs ?

Pour en débattre :

- **Nedim Gürsel**, écrivain turc, directeur de recherche émérite au CNRS. Auteur du livre : « *Turquie libre, j'écris ton nom* », édition Bleu autour, 2018

- **Marc Pierini**, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, de 2006 à 2011, chercheur à Carnegie Europe à Bruxelles.

- **Jean Marcou**, professeur à Sciences Po Grenoble, et chercheur associé à l'IFEA (Institut Français d'Études Anatoliennes) à Istanbul. Il a coordonné le dernier numéro, *Diplomatie « Géopolitique de la Turquie »*.

(Emission à écouter en ligne)

18- Rojinfo

29/10/2021

<https://rojinfo.com/lutilisation-darmes-chimiques-par-la-turquie-et-le-silence-international/>

L'utilisation d'armes chimiques par la Turquie et le silence international

La Turquie a utilisé à plusieurs reprises des armes chimiques dans le passé au Kurdistan, allant même jusqu'à les exposer dans des foires. Néanmoins, les

organisations internationales et la communauté internationale ferment les yeux sur cette situation.

Dans le cadre de ses opérations contre les positions de la guérilla du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le Sud-Kurdistan (nord de l'Irak), l'armée turque a eu recours à des [armes chimiques](#) interdites près de deux cents fois au cours des derniers mois. Bien que la Turquie ait ratifié la Convention sur l'interdiction des armes chimiques entrée en vigueur en 1997, son armée a utilisé des agents de guerre chimique chaque fois que les armes conventionnelles ne lui ont pas permis de progresser. Interrogé sur la question, le gouvernement fédéral allemand a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'avait pas connaissance de stocks d'armes chimiques dans les arsenaux turcs, quand bien même la Turquie se présentait très ouvertement dans les foires commerciales avec des armes chimiques destinées à être utilisées en cas de guerre.

Du génocide de Dersim à l'utilisation d'armes chimiques contre la guérilla, l'implication de l'Allemagne est évidente.

L'armée turque a utilisé des gaz toxiques à maintes reprises. L'utilisation la plus dévastatrice a eu lieu lors du génocide de Dersim en 1938 où du gaz toxique produit en Allemagne a été utilisé contre plus de 70.000 Kurdes. Lorsque le PKK a commencé la lutte armée le 15 août 1984, la Turquie a augmenté ses stocks d'armes chimiques. Des circulaires adressées à l'armée donnaient des "ordres secrets" pour détruire les guérilleros kurdes au moyen de gaz toxiques. Ces circulaires ont été publiées à la fin des années 1980. La circulaire du commandement de l'armée de l'état-major turc du 25 février 1986 recommandait « l'utilisation de gaz lacrymogènes et d'agents qui provoquent des vomissements à répétition ». Les tunnels de la guérilla devaient être rendus inutilisables en les « remplissant de gaz toxiques ». Un autre document daté du 23 juillet 1989, signé par le général Necdet Öztörün, a été publié pour la première fois dans le journal Doğru en 2000.

La Turquie expose des gaz toxiques dans une

foire

Malgré la Convention sur l'interdiction des armes chimiques de 1997, l'État turc n'a jamais pris la peine de dissimuler le fait qu'il possédait et utilisait des armes chimiques. Un documentaire sur les "unités anti-terroristes" de l'armée turque, diffusé en 2004, montre comment l'armée turque teste l'utilisation de bombes lacrymogènes. Les images montrent les militaires lancer d'abord des bombes explosives dans une grotte, puis des bombes lacrymogènes. De la fumée jaune s'échappe alors des grottes. L'utilisation de gaz lacrymogènes est autorisée par la police contre les manifestations, mais interdite par la Convention sur les armes chimiques en cas de guerre. Cela est particulièrement vrai pour les gaz lacrymogènes à forte concentration, comme les bombes à gaz CS de 120 mm utilisées par l'armée turque.

Le gaz lacrymogène est potentiellement mortel à forte concentration et dans les espaces clos. Néanmoins, lors de la foire aux armes du Cap en 2010, la Turquie a présenté des bombes à gaz CS de 120 mm, interdites en application des exigences de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes chimiques (OIAC).

La même année, l'Université de Bradford au Royaume-Uni a signalé que l'Institution turque de l'industrie mécanique et chimique produisait des bombes à gaz CS de 120 mm et les proposait à la vente sur le marché international. Malgré ces données, l'OIAC n'a engagé aucune procédure contre la Turquie.

Les armes chimiques utilisées contre la guérilla

Un autre exemple d'utilisation d'armes chimiques est le massacre de 20 combattants de la guérilla du PKK à l'intérieur d'une grotte à Şirnak le 11 mai 1999. Des séquences vidéo enregistrées par l'armée turque lors des affrontements de ce jour-là ont été publiées par Roj TV et l'agence de presse Firat News (ANF) en 2011. Dans cette vidéo, on peut entendre un militaire dire ceci: « Nos soldats sont actuellement confrontés au risque d'empoisonnement. Mais ils continuent à marcher comme des héros. Nous avons pris un jour de repos, mais le gaz est toujours efficace. » On peut voir les soldats turcs avancer dans la grotte sous le commandement de Necdet Özel, qui deviendra plus tard chef d'état-major.

Des fragments de bombe retrouvés sur les lieux ont été apportés en Allemagne par un journaliste et examinés par un laboratoire. L'inspection de l'Institut

médico-légal de l'université de Munich a révélé des traces de gaz CS, interdit en temps de guerre, sur les fragments. Le 27 octobre 1999, le magazine télévisé "Kennzeichen D" diffusé sur ZDF a révélé que le gaz RP707 était vendu à la Turquie par la société Buck & Depyfag depuis 1995, avec l'approbation du gouvernement fédéral.

2010 - Les experts médico-légaux constatent des preuves évidentes d'utilisation d'armes chimiques.

En septembre 2009, huit guérilleros ont été tués dans une grotte par l'armée turque à Çukurca, dans la province kurde de Hakkari. Selon les déclarations de témoins oculaires, l'armée turque a utilisé des gaz toxiques. Les photographies des corps, qui ont été examinées par des experts médico-légaux de la clinique universitaire de Hambourg Eppendorf, corroborent cette information. Les experts médico-légaux ont largement exclu que les photos soient des faux et déclaré que les constatations visuelles indiquaient l'utilisation d'armes chimiques. Les corps étaient gravement brûlés. Cependant, selon les experts, ces brûlures n'avaient pas été causées par la chaleur, étant donné la présence de pilosité sur les zones brûlées, ce qui constitue une indication claire de l'utilisation d'armes chimiques. En 2010, une délégation allemande a découvert des cas similaires de "brûlures froides" sur les corps de guérilleros tombés au combat à Şemdinli, dans la province de Hakkari.

36 guérilleros tués par des armes chimiques dans les gorges de Kazan

Une utilisation similaire d'armes chimiques a eu lieu entre le 22 et le 24 octobre 2011 dans la vallée de Kazan, à Çukurca, où 36 combattants ont été tués. Les cadavres brûlés sont restés pendant des jours à la morgue de Malatya et des indications claires de l'utilisation d'armes chimiques ont été rendues publiques. Un combattant survivant a décrit une explosion suivie d'une fumée à l'odeur de fruit.

Le silence motivé par des raisons politiques

La communauté internationale et l'OIAC ferment les yeux sur les cas bien documentés. Les plaintes déposées auprès du parquet fédéral allemand pour violations du droit pénal international ont été classées sans suite en raison de l'"immunité" des personnes mises en cause, les nouveaux cas étant ignorés par l'OIAC. Alors que l'utilisation d'armes chimiques par le régime d'Assad ou la possession présumée d'armes chimiques par Saddam Hussein ont été transformées en motifs de guerre, les mêmes crimes, quand ils sont commis par la Turquie, partenaire de l'OTAN, sont ignorés avec bienveillance.

19- Capital

29/10/2021

<https://www.capital.fr/economie-politique/etats-unisturquie-le-f-16-bientot--au-coeur-dun-nouveau-differend-1418619>

Etats-Unis/Turquie : le F-16 bientôt au cœur d'un nouveau différend ?

Après les missiles russes, la Syrie et les droits humains, le vénérable avion de

combat F-16 pourrait devenir une nouvelle pomme de discorde entre les Etats-Unis et la Turquie, pourtant alliés au sein de l'Otan.

Le F-16, nouvelle pomme de discorde entre Washington et Ankara ? Après le fiasco du S-400, l'achat par la [Turquie](#) d'un système anti-missiles russe qui a conduit les [Etats-Unis](#) à annoncer en 2019 son exclusion du prestigieux programme du F-35, Ankara a longtemps espéré que les Etats-Unis changeraient d'avis. Mais le président Joe Biden n'est pas revenu sur les décisions de son prédécesseur Donald Trump sur ce dossier, car l'armée américaine considère le système de détection du S-400 russe comme une menace pour le F-35, un avion de combat furtif à la pointe de la technologie, conçu pour échapper aux radars les plus sophistiqués.

Le Pentagone a révélé mercredi que la finalisation définitive du processus d'exclusion d'Ankara du programme de fabrication du F-35, qui accordait à la Turquie la fabrication de 900 pièces de l'appareil le plus cher de l'Histoire, était intervenue le 23 septembre. Les deux pays cherchent maintenant à "régler le différend" lié au F-35, a précisé un porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Anton Semelroth. En d'autres termes, compenser Ankara pour 1,4 milliard de dollars payés pour les F-35 que Washington n'a jamais livrés.

Une délégation du Pentagone a eu des discussions "productives" mercredi à Ankara, avant de nouvelles négociations dans les prochains mois, et le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, a "reconnu les besoins de modernisation de l'armée turque" au cours d'un entretien téléphonique jeudi avec son homologue turc Hulusi Akar, selon le Pentagone. Les F-16 devraient également figurer au menu d'une rencontre de Joe Biden avec le président turc Recep Tayyip Erdogan en marge la semaine prochaine du sommet international COP26 sur le climat à Glasgow.

Selon la presse turque, M. Erdogan veut obtenir 40 avions de combat F-16 et quelque 80 kits de modernisation de cet appareil vieillissant, dont l'armée turque possède déjà plus de 200 exemplaires. Le département d'Etat américain, qui négocie les ventes d'armement à l'étranger, a confirmé implicitement avoir reçu

une demande formelle d'acquisition de la part du gouvernement turc. "Le ministère ne confirme ni ne commente les projets de ventes d'armement tant qu'ils n'ont pas été notifiés au Congrès", a indiqué à l'AFP un porte-parole de la diplomatie américaine. Mais "les responsables turcs ont fait état publiquement de leur intérêt à acheter des F-16", a-t-il ajouté.

Le Congrès opposé

Il est cependant peu probable que cette demande aboutisse rapidement face à l'opposition probable du Congrès américain. "Nous ne pouvons nous permettre de compromettre notre sécurité nationale en envoyant des avions américains à un allié qui continue de se comporter comme un adversaire", ont écrit cette semaine onze élus républicains et démocrates dans une lettre ouverte au président Joe Biden. Qui plus est, la Turquie est déjà frappée par des sanctions américaines qui interdisent depuis décembre toute transaction avec l'agence gouvernementale turque en charge des achats d'armement, le SSB.

L'administration Trump avait alors invoqué une loi américaine de 2017 dite "contrer les adversaires de l'Amérique à travers les sanctions" (Caatsa), qui prévoit des sanctions automatiques dès lors qu'un pays conclut une "transaction significative" avec le secteur de l'armement russe. Cette loi risque de faire aussi obstacle à une vente de F-16, souligne Steven Cook, du Council on Foreign Relations. "Les responsables turcs disent qu'il est possible de transférer les avions à la Turquie sans passer par le SSB mais des élus du Congrès ont fait savoir qu'ils s'opposeraient à de telles alternatives parce que ce serait contourner la loi", ajoute cet expert.

Le président turc, qui vient de renoncer à l'expulsion de dix ambassadeurs occidentaux, dont celui des Etats-Unis, a menacé de se tourner vers des avions russes si Washington refusait de lui vendre ses appareils. Pour Aykan Erdemir, du centre de réflexion Foundation for Defense of Democracies, "il n'y a pas de solution immédiate à cette impasse", explique-t-il à l'AFP. "C'est pourquoi je pense que Washington et plusieurs capitales européennes attendent les élections de 2022 (en Turquie), en espérant que ça résolve le problème".

OTC

*Organisatic
Terre et Culi*

Agir en faveur du pays arm